

## Ajournement

Soit. Si ce genre de dépenses d'affaires doivent être limitées parce qu'elles ont des rejets étrangers, qu'en sera-t-il des dépenses des hommes d'affaires qui assistent à des conférences à l'étranger? Ces dépenses sont faites à l'étranger. La connaissance est acquise à l'étranger. Beaucoup de dépenses d'affaires faites à l'étranger sont légitimes. C'est une attitude introvertie à l'égard de ce qu'il est permis aux entreprises canadiennes de faire. Je pense que nous nous attirerons l'inverse. Prenez garde, ces épées ont deux tranchants. Il pourrait y avoir des revues canadiennes renfermant, disons, de la publicité américaine destinée à des Américains. Je ne sais pas s'il y en a beaucoup. Mais vous pouvez imaginer la réaction des députés d'en face qui appuyent si assidûment...

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Si aveuglement.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** ... le bill, si le gouvernement des États-Unis adoptait une mesure semblable aux termes de la loi américaine de l'impôt sur le revenu. Ils jetteraient alors les hauts cris.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Des pleurs et des grincements de dent.

**M. Lambert (Edmonton Ouest):** Mon ami de Grenville-Carleton dit qu'il y aurait des pleurs et des grincements de dent. Il s'exprime peut-être d'une manière plus imagée que moi, mais nous voulons dire la même chose. Dans ces dispositions qui concernent l'impôt sur le revenu, nous devrions traiter les autres comme nous aimerions être traités. Les lois américaines me paraissent moins chauvines.

Devrions-nous adopter une telle attitude pour des raisons de nationalisme de bas étage? Après tout, le ministre s'est réconcilié avec *Reader's Digest*. Il n'a pas révélé la teneur du marché conclu, et mes collègues reviendront sur ce point plus tard au cours du débat. Que se passera-t-il pour les autres publications intéressées? Y a-t-il eu un traité de paix avec les propriétaires de *l'Advocate de Red Deer* et d'autres journaux de Colombie-Britannique, comme l'a annoncé le président du Conseil privé (M. Sharp) samedi soir à Red Deer? Quelle sorte de marché a-t-on conclu? Quelle est la situation et comment la règle de Cullen s'appliquera-t-elle? Il n'est pas difficile pour *Advocate* et les autres d'adopter cette attitude à l'égard de la publication. Mais qu'en est-il du contenu? Bien des députés ont des réserves à ce sujet. C'est arbitraire. Nos lois ne prévoient rien de ce genre.

Il me paraît extrêmement étrange que des ministres, comme le président du Conseil privé et le ministre des Travaux publics (M. Drury), tous deux membres du gouvernement se fassent maintenant les protecteurs des publications canadiennes. Desquelles s'agit-il essentiellement? De la bande de Toronto? Des amis du gouvernement dans le domaine de la publication?

Puis-je dire qu'il est 10 heures, monsieur l'Orateur?

## MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du règlement.

[M. Lambert (Edmonton-Ouest).]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—CUBA—LES PROGRAMMES D'AIDE ET L'INTERVENTION EN ANGOLA

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, le 6 février, j'ai posé au premier ministre (M. Trudeau) cette question au sujet de l'octroi de prêts à Cuba par l'intermédiaire de l'ACDI:

Le gouvernement va-t-il remettre en question l'octroi de prêts ou de subventions à Cuba dans le cadre de l'ACDI maintenant que ce pays a envoyé des troupes pour prendre part au conflit en Angola? Si Cuba a les moyens de faire la guerre, cela devrait-il l'empêcher de recevoir une aide qui lui est accordée en tant que pays défavorisé?

● (2200)

Le premier ministre a tout à fait éludé ma question quand il a déclaré: «Notre programme d'aide n'est lié à aucune idéologie.» Sa réponse n'avait nullement traité ma question.

J'ai alors demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) si une disposition inscrite dans les contrats de l'ACDI prévoyait l'interruption de l'aide accordée à un pays, lorsque ce dernier découvre tout à coup qu'il a les moyens de faire la guerre, et le ministre a déclaré qu'il n'y avait aucune disposition de ce genre. Il faudrait assurément insérer une stipulation de cette nature dans les contrats de l'ACDI ou du SUCO.

L'ACDI est censée venir en aide aux populations démunies des pays défavorisés. Cuba ne peut pas être considéré comme étant défavorisé puisqu'il participe à la guerre de l'Angola. La guerre est une entreprise fort coûteuse de nos jours et Cuba doit y enfouir des millions, car on signale que 12,000 soldats cubains sont en Angola depuis quatre mois. Dans une déclaration qu'il vient de faire à Londres, le ministre des Affaires étrangères du Zaïre, M. Karl Nguza, affirme qu'il a raison de croire que les troupes du MPLA et les soldats cubains seront tentés d'envahir son pays une fois que la guerre en Angola sera terminée. Les contribuables canadiens ne veulent pas que l'argent de leurs impôts aille à des pays communistes qui font la guerre.

Je parle ici d'aide et non pas de commerce, je tiens à ce que ce soit parfaitement clair. En général, les Canadiens n'ont pas d'objection à un accord sérieux avec un pays communiste, mais de là à fournir de l'aide et des capitaux à un pays mêlé à une guerre très coûteuse, il y a une énorme différence. L'intervention de Cuba semble être considérable et doit imposer un lourd fardeau à l'économie cubaine. Si les Cubains peuvent se le permettre, ils n'ont pas besoin d'aide de l'ACDI ni de prêts à faible intérêt. Les prêts consentis s'échelonnent de 23 à 100 millions de dollars, au taux dérisoire de 3 p. 100. Bien des Canadiens aimeraient pouvoir bénéficier d'un intérêt aussi bas pour s'acheter une maison ou d'autres produits. En ce moment, Cuba doit quelque 10 millions de dollars: il s'agit ici de savoir si cet argent sert à financer sa participation à la guerre en Angola.

L'ACDI a publié en septembre dernier un document de stratégie nous avertissant qu'un certain nombre de pays du tiers-monde étaient entrés dans une période d'urgence permanente. Notre aide devrait être accordée à ces pays, non à ceux qui peuvent se payer le luxe de participer à une guerre. La majorité des Canadiens ne s'opposent pas, j'en suis certain, à ce que nous fassions notre part pour aider les pays affamés.